

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Russie & Europe orientale > Ukraine > À gauche (Ukraine) > **Ukraine : « Les Vatniks ne se rendent pas ! » Comment Kiev juge les (...)**

Ukraine : « Les Vatniks ne se rendent pas ! » Comment Kiev juge les dirigeants du Komsomol ukrainien, les frères Kononovitch, dont le traitement fait l'objet de protestations des « communistes » du monde entier

jeudi 6 mars 2025, par [ARUNYAN Oleksiy](#) (Date de rédaction antérieure : 27 février 2025).

Voici un article détaillé sur l'affaire des frères Kononovitch, souvent citée à l'étranger comme la preuve de poursuites politiques contre les gauchistes par l'État ukrainien. La situation est légèrement différente : les frères Kononovitch ont, au fil des ans, exprimé un soutien constant aux régimes russe et biélorusse. Néanmoins, ils sont actuellement poursuivis en Ukraine sur des bases douteuses, ce qui permet effectivement de qualifier leur cas de politique [D.S.]

Depuis 2022, les frères jumeaux de Loutsk, Mykhailo et Oleksandr Kononovitch, dirigeants de l'« Union de la Jeunesse Communiste Lénine d'Ukraine », sont jugés à Kiev. Avant l'invasion à grande échelle, ils avaient pendant des années appelé à lutter contre le « régime fasciste » apparu après le « coup d'État » de 2014 et plaidé pour des liens plus étroits avec la Russie et la Biélorussie. En mars 2022, le Service de Sécurité d'Ukraine (SBU) les a accusés d'« incitation à la prise violente du pouvoir » et de « complot en vue de commettre de tels actes ». Les enquêteurs estiment que les frères ont appelé à des actions illégales sur Facebook et qu'à la fin février 2022, ils prévoyaient de s'emparer du bâtiment de l'Administration du district de Dnipro à Kiev et de « négocier une coopération avec le personnel militaire russe ».

Les frères nient toutes les accusations. Selon eux, l'affaire contre eux est fabriquée : leurs publications Facebook ne contiennent aucun appel au changement violent du pouvoir, et la tentative de prise de l'Administration de Dnipro est une fabrication du SBU. Les Kononovitch affirment avoir été brutalement torturés après leur arrestation. Depuis près de trois ans maintenant, des partis communistes de dizaines de pays organisent des actions en soutien aux frères.

En septembre dernier, les Kononovitch ont vu leur juge changé pour la deuxième fois, et leur affaire doit être entendue depuis le début pour la troisième fois. « Grati » raconte l'histoire des frères communistes.

« Ils ont risqué leur vie pour la résistance des peuples du Donbass »

Le 5 juin 2022, à Rome, une dizaine de jeunes se sont rassemblés près du Colisée et ont déployé une banderole disant « Liberté pour les frères Kononovitch et tous les prisonniers politiques en

Ukraine ». Il s'agissait de militants de « Rete dei Comunisti » — une petite organisation communiste de jeunesse italienne.

« Nous voulons envoyer un message de solidarité et de lutte aux frères Kononovitch, deux jeunes communistes et antifascistes qui ont été enlevés et torturés par les services spéciaux ukrainiens en mars, et aujourd'hui il n'y a aucune nouvelle à leur sujet. Ils ont risqué leur vie pour la résistance des peuples du Donbass et des antifascistes contre l'agression militaire de Kiev et la politique anti-peuple des putschistes envers tous les travailleurs ukrainiens », indiquait le communiqué sur le site des communistes italiens.

Mykhailo et Oleksandr Kononovitch, dont ils parlaient, sont des frères jumeaux de Loutsk. Ils ont maintenant 44 ans. En 1997, à l'âge de 17 ans, ils ont rejoint le Parti communiste d'Ukraine. Plus tard, ils ont obtenu ensemble leur diplôme de l'Académie des Forces terrestres de Lviv, ont servi pendant 10 ans dans les Forces armées, ont démissionné et sont retournés travailler au Parti communiste.

Lorsque l'Euromaïdan a commencé, ils étaient les dirigeants du Komsomol en Volhynie. À cette époque, les frères critiquaient les manifestations pour la signature de l'association avec l'UE et, en contraste, organisaient un rassemblement automobile à Loutsk avec les drapeaux de la Russie et de la Biélorussie comme « signe d'unité des peuples slaves ».

À la fin février 2014, le « Secteur droit » de Loutsk a détruit le bureau local du Parti communiste. Et quelques jours plus tard, l'Euromaïdan a gagné. Le Parti communiste, qui avait auparavant été en coalition avec le « Parti des régions », a perdu son pouvoir et son influence. Le nouveau gouvernement a pris un cours de condamnation du régime soviétique et a immédiatement annoncé des plans pour interdire le Parti communiste. Cependant, les Kononovitch sont restés fidèles au Parti communiste, ont été promus, ont déménagé à Kiev et ont lancé des activités vigoureuses. En 2014, Mykhailo est devenu le chef du comité central du Komsomol, et Oleksandr est devenu le chef du département de l'idéologie. Dans de nombreuses déclarations publiques, les Kononovitch ont déclaré que la « révolution du dégoût » avait gagné dans le pays, qu'un coup d'État avait eu lieu et qu'un « régime nazi et bandériste » avait été établi.

Les frères ont qualifié la guerre dans le Donbass, qui a commencé plus tard, de guerre civile « déclenchée par l'Occident et les oligarques ». En novembre 2014, les Kononovitch ont collecté et livré de l'aide humanitaire à Louhansk, qui était alors déjà sous le contrôle des séparatistes pro-russes.

« En effrayant le monde entier avec la 'RPD' et la 'RPL' non reconnues, launte ukrainienne oublie qu'elle s'est depuis longtemps transformée en un 'Kosovo' à moitié reconnu, où l'on vit selon les principes des formations terroristes mondiales, mais reconnues par l'Occident », écrivait Mykhailo.

Les Kononovitch ont fait des déclarations similaires à plusieurs reprises, y compris lors de talk-shows sur les chaînes fédérales russes NTV et « Russia ».

Les activités des frères n'ont pas échappé à l'attention des autorités. En 2015, le SBU a ouvert une procédure pénale contre les Kononovitch sous l'article « séparatisme », a effectué des perquisitions, mais aucune suspicion n'a été formulée.

Les Kononovitch ont également souvent souffert aux mains des nationalistes. En 2015, des extrémistes de droite ont saisi Oleksandr et l'ont emmené de force au bureau du SBU. En 2016, des hommes masqués inconnus ont battu Mykhailo dans l'oblast de Tchernihiv, où il se présentait au parlement, et en 2018, à Kiev, les deux frères ont été jetés au sol et battus par des membres du

« Corps national ». De plus, la Faculté de philosophie de l'Université d'Europe de l'Est a exclu les Kononovitch des études doctorales en 2014 pour « violation des normes morales de comportement ». Cependant, plus tard, les deux ont été réintégrés par le tribunal.

L'une des activités des Kononovitch est liée à la Biélorussie. Ils y sont nés et se positionnent comme membres de la communauté biélorusse. Mykhailo est le chef de l'organisation « Syabry Volyni » (Amis de Volhynie en biélorusse). En 2021, lors des manifestations massives des Biélorusses contre la falsification des élections, les frères ont activement soutenu Alexandre Loukachenko, critiqué l'opposition et piqueté l'ambassade américaine à Kiev, qui, selon les Kononovitch, voulait « plonger leur patrie historique dans une confrontation civile ».

À la veille de l'invasion russe à grande échelle, les frères assuraient que la future attaque de la Russie était une fiction, et que « le régime de Zelensky » et l'Occident étaient responsables de la situation de crise autour de l'Ukraine.

« L'information est passée par tous les médias que les Américains et d'autres ambassades occidentales évacuent leurs employés et leurs citoyens », a déclaré Mykhailo dans une vidéo le 17 février 2022. « En tant que citoyen d'Ukraine, je souhaite que vous foutiez le camp de mon pays ! Si vous partez, il y aura la paix et la tranquillité ici. Seules les ambassades des amis devraient rester : Cuba, Russie, Biélorussie, Chine, tous les pays normaux. Et tous les conseillers et soi-disant maîtres, foutez le camp ! »

« Pendant deux jours, ils nous ont simplement tabassés »

Contrairement aux prédictions des Kononovitch, huit jours plus tard, les troupes russes ont lancé une invasion à grande échelle de l'Ukraine et ont commencé à avancer sur Kiev. Et deux semaines plus tard, le 6 mars 2022, le Service de sécurité a annoncé la détention des frères. Le service de renseignement a déclaré que l'enquête avait obtenu des données « sur leur coopération étroite avec les services spéciaux de la Fédération de Russie et de la République de Biélorussie ».

« L'objectif des larbins des occupants est d'ébranler la situation intérieure du pays et de créer l'image d'information nécessaire pour la Russie et la Biélorussie. Actuellement, leur image est une vue de derrière les barreaux d'un centre de détention ukrainien », indiquait la déclaration officielle du SBU.

Les Kononovitch eux-mêmes disent qu'ils ont été détenus le 2 mars dans leur appartement à Kiev. Les frères se plaignent que les agents du service de sécurité se sont comportés illégalement et brutalement.

« Au début, nous ne savions pas qui c'était. Nous avons entendu frapper à la porte, ils disent : 'Ouvrez, ou nous tirerons à travers la porte.' Je me suis approché du mur de côté, je me suis mis à genoux, j'ai ouvert la porte et je me suis immédiatement allongé. Ils sont entrés en courant et ont commencé à tirer dans les coins. Ils tiraient dans un immeuble de grande hauteur, quel spectacle ils ont mis en place, on pouvait devenir fou ! Ils ont mis un pistolet dans ma bouche et ont commencé à m'interroger. L'officier supérieur, qui était le seul sans cagoule, a dit : 'Comment peut-il vous répondre ? Il a un pistolet dans la bouche' », a raconté Mykhailo à « Grati ».

Selon lui, les officiers du SBU les ont battus, leur ont bandé les yeux, les ont fait sortir pieds nus et sans manteaux, et les ont mis dans un bus.

« L'officier supérieur a dit : ils n'auront plus besoin de manteaux », a dit Mykhailo.

« Ils nous ont emmenés au Dnipro et ont dit : maintenant nous allons vous jeter à l'eau », a ajouté

Oleksandr. « Puis ils ont parlé entre eux, et, comme je l'ai compris plus tard, ils nous ont emmenés dans un sous-sol sur l'allée Askoldov [un centre de détention dans le bâtiment du SBU dans le district de Pechersk à Kiev] ».

Les frères ont été placés dans des cellules séparées. Selon eux, pendant les deux premiers jours, les officiers du SBU les battaient constamment pour connaître leurs liens avec les services spéciaux russes et biélorusses.

« Toutes les deux ou trois heures, ils allumaient la lumière, entraient en courant et nous tabassaient. Pendant deux jours, ils n'ont rien dit et nous ont simplement réduits en bouillie. Après quelques jours, j'ai vu Sacha, mon frère jumeau, je ne l'ai pas reconnu », dit Mykhailo.

Comme le disent les frères, après deux jours, les coups ont cessé et ils ont été appelés pour interrogatoire. Selon eux, pendant la conversation, les officiers du SBU leur ont proposé avec insistance de signer un aveu de travail pour la Russie. Les Kononovitch ont refusé. Les frères insistent sur le fait qu'ils n'ont rien à avouer et qu'ils se sont toujours engagés en politique pour une idée, pas pour le compte des Russes.

« Ils ont réalisé que nous ne travaillions pas pour le KGB et le FSB. Là-bas, n'importe quelle personne aurait pris sur elle à la fois la mort de la princesse Diana et n'importe quoi d'autre. Et puis ils ont commencé à couvrir leurs arrières et ont dit : calomniez vos camarades, dites que vous avez pris un million et demi pour saisir quelque chose là-bas », affirme Oleksandr.

« Ils ont dit : 'Si vous prenez cela sur vous, nous vous garantissons la vie, vous irez d'abord en prison, puis nous vous jetterons dans un échange.' Au fait, nous avons refusé l'échange », a ajouté Mykhailo.

Le 5 mars, un enquêteur leur a remis une notification de suspicion d'incitation à la prise du pouvoir d'État [partie 2 de l'article 109 du Code pénal] et de complot en vue de commettre ces actes [partie 1 de l'article 109 du Code pénal]. Le même jour, ils ont été officiellement arrêtés pour un mois. Habituellement, c'est un tribunal qui prend la décision de détenir, mais les Kononovitch ont été arrêtés par un procureur. Il s'est référé à une disposition du Code de procédure pénale, qui le permet si les tribunaux ne peuvent pas fonctionner en raison des hostilités.

Un mois plus tard, le procureur a de nouveau prolongé leur arrestation, et en mai, ils ont déjà été traduits en justice. Selon les frères, c'est à ce moment-là qu'ils ont eu un avocat pour la première fois.

Plus tard, l'avocat de la défense a déposé une plainte auprès du Bureau d'enquête de l'État de la part de ses clients concernant des violations lors de la détention et des tortures dans le centre de détention. Dans la déclaration, les Kononovitch ont également affirmé que des agents de renseignement avaient volé leur montre en or et retiré de l'argent de leurs cartes bancaires : 74 000 hryvnias de Mykhailo et 150 000 d'Oleksandr. Selon les Kononovitch, le BIE a refusé d'ouvrir une procédure pénale sur leur plainte. « Grati » a envoyé une demande au bureau concernant la déclaration des Kononovitch, mais le BIE a refusé de répondre aux questions, invoquant le secret de l'enquête préliminaire.

En réponse à la demande de « Grati », le SBU a nié avoir violé les droits des Kononovitch.

« Cela est confirmé par les protocoles de détention signés par les suspects eux-mêmes, ainsi que par leurs documents manuscrits indiquant qu'ils n'ont aucune déclaration, commentaire ou ajout concernant l'action procédurale », indique la réponse à la demande, signée par le chef des relations avec les médias, Andrii Dekhtiarenko.

Selon le service de sécurité, les frères ont été détenus non pas le 2 mars, comme ils le disent eux-mêmes, mais le 5. La réponse indique que les Kononovitch n'ont pas été détenus dans le centre de détention de l'allée Askoldov, mais ont été immédiatement emmenés au centre de détention provisoire de Loukianivska.

« Ils ne comprennent pas ce qu'est l'internationale communiste »

Peu après la détention des Kononovitch, une campagne pour leur libération a commencé dans le monde entier. Le Komsomol ukrainien, dirigé par Mykhailo, fait partie de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique (FMJD). Il s'agit d'une organisation internationale, créée en 1945, qui rassemble les branches jeunesse des partis communistes. Pour la plupart, ces partis communistes sont d'anciennes petites organisations qui ont progressivement perdu de leur influence après l'effondrement de l'URSS et n'ont presque plus de soutien dans leurs pays.

Comme pendant la guerre froide, ils considèrent leur principal ennemi comme étant « l'impérialisme occidental » et l'OTAN. Dans leur agitation, ces partis, comme les Kononovitch, affirment qu'en 2014, avec le soutien de l'Occident, un « régime fasciste » a été établi en Ukraine. Et la guerre à grande échelle en Ukraine, selon leur version, a également commencé par la faute de l'Occident et de l'OTAN, qui « ont poursuivi une politique agressive contre la Russie » et ont provoqué l'invasion. Certains partis communistes, par exemple, les allemands ou les espagnols, condamnent également la Russie, mais considèrent toujours l'Occident comme le principal coupable.

Les partis communistes mondiaux et la « Fédération de la jeunesse démocratique » ont également perçu l'arrestation des Kononovitch comme une preuve de leur justesse et que l'Ukraine ne devrait pas être soutenue parce qu'elle persécute la dissidence.

« La responsabilité de l'intégrité physique des Kononovitch incombe non seulement au régime réactionnaire ukrainien, mais aussi aux forces impérialistes, comme les États-Unis, l'UE et l'OTAN, qui le soutiennent », a déclaré la fédération et a appelé « la jeunesse anti-impérialiste à soutenir les camarades ukrainiens ».

Les organisations communistes ont commencé à faire des piquets devant les ambassades ukrainiennes du monde entier et à organiser d'autres actions. Par exemple, en août 2022, à Glasgow, l'organisation « Young Communist League » a déployé une banderole lors d'un match du club de football des Rangers disant « Gouvernement ukrainien, libérez les frères Kononovitch maintenant ». Et en juillet 2022, à Madrid, des centaines de membres de la FMJD sont allés à une manifestation et ont scandé « Kononovych Liberta ! » (Liberté pour les Kononovitch !).

Des actions ont également eu lieu en Allemagne, en Italie, en Irlande, aux États-Unis, en Suède, au Pakistan, en République tchèque, au Mexique, en Autriche, en Grèce, au Paraguay, en Australie et dans d'autres pays.

« [Après les rassemblements] ils nous ont transférés dans une unité spéciale pour que nous n'ayons aucune communication du tout. Ils sont idiots, ils pensaient que nous prenions des téléphones aux détenus [et disions :] 'Bonjour, tenez un rassemblement en Argentine et à Séoul.' Quel idiot [faut-il être ?] Ils nous plantent des mouchards qui disent : 'Où prenez-vous l'argent pour les rassemblements dans le monde entier ?' Ils ne comprennent même pas ce qu'est l'internationale communiste. Quels primitifs ! » a déclaré Mykhailo à « Grati ».

En octobre 2022, le Tribunal Solomyansky de Kiev a libéré les Kononovitch sous assignation à résidence. Six mois plus tard, le juge a de nouveau assoupli la mesure préventive : il a interdit aux frères de quitter la maison seulement la nuit et leur a ordonné de porter un bracelet électronique.

Après leur libération, les Kononovitch ont réduit leurs activités politiques : ils ne maintiennent plus de pages sur les réseaux sociaux et n'enregistrent qu'occasionnellement des messages vidéo pour les camarades étrangers. Dans une conversation avec « Grati », ils ont dit que l'invasion russe de 2022 a été une grande surprise pour eux. Cependant, lorsqu'on leur a demandé leur attitude à l'égard des actions de la Russie, les frères n'ont pas donné de réponse directe et ont seulement dit : « Comment les gens normaux peuvent-ils se sentir par rapport à la guerre ? » Et ils ont ajouté que, selon eux, tant la Russie que l'Ukraine sont responsables du déclenchement de la guerre, cette dernière voulant rejoindre l'OTAN.

En même temps, les frères affirment qu'ils soutiennent l'Ukraine dans les frontières de 1991. Mais, à leur avis, pour l'instant, afin d'établir la paix et de préserver l'État, il est nécessaire de faire des compromis et des concessions territoriales, afin de se réunir plus tard avec les territoires perdus.

« Comment les communistes, qui ont créé les frontières de 1991, peuvent-ils être contre les frontières de 91 ? Pourquoi, sous les communistes, l'Ukraine était-elle de Kharkiv à Oujhorod, de Soumy à Simferopol, et maintenant ce n'est plus le cas ? Et comment pouvons-nous être séparatistes si nous avons créé cela ?! Et vous l'avez foiré ! » a déclaré Mykhailo.

« Ils écrivent un conte de fées pour lequel je risque 10 ans de prison »

Le Tribunal Solomyansky de Kiev a commencé à examiner l'affaire des Kononovitch sur le fond à l'été 2022. Le parquet a annoncé un acte d'accusation avec deux épisodes. Dans le premier, le ministère public a accusé les frères de publier 13 messages sur Facebook, qui, selon une expertise, appellent à la « prise violente du pouvoir d'État ».

En particulier, les experts ont trouvé des violations dans les phrases suivantes :

« Le Conseil a adopté une loi sur l'exclusivité de la langue ukrainienne ! Ma langue est mon ennemi ! 20 millions de russophones, étrangers dans leur propre pays ! » (25.04.2019)

« Tout est historiquement juste : pas de COMMUNISTES, pas d'Ukraine de Lviv à Donetsk » (18.07.2020)

« Ukrainiens, surtout ceux qui votent pour Porochenko, Zelensky, Timochenko, Avakov, Tyahnybok, Klitschko, Vakartchouk, Tourtchynov... Qu'est-ce qui vous fait penser que l'Ukraine nazie bourgeoise existera dans les frontières de la RSS d'Ukraine et avec une population de 52 millions ? » (21.09.2020)

« 18 janvier 1654 Conseil de Pereïaslav ! L'Ukraine est la Russie » (18.01.2021)

« Les envahisseurs du territoire de l'Ukraine ont toujours été chassés de l'est ! Et l'occupation de notre pays s'est toujours produite de l'ouest, les Ukrainiens eux-mêmes ne peuvent pas faire face, cependant, comme toujours dans l'histoire » (07.02.2021)

« L'Ukraine a besoin d'un pouvoir d'État fort, comme le Parti communiste ou, en dernier recours, un 'tsar père' comme Batska [Loukachenko] ! Ou 100% de mort ! » (20.01.2021)

« Il n'y a pas d'histoire plus triste dans le monde que l'histoire de la souveraineté ukrainienne » (18.04.2021)

« Les Vatniks ne se rendent pas » (20.04.2021)

Tous ces messages ont été publiés sur la page de Mykhailo Kononovitch, mais l'acte d'accusation

affirme que les frères les ont « discutés, coordonnés et publiés » ensemble. Actuellement, le compte Facebook de Mykhailo a été supprimé.

Selon le deuxième épisode de l'affaire, après l'invasion russe à grande échelle, les frères Kononovitch « ont élaboré un plan selon lequel ils devaient organiser un certain nombre de personnes connues d'eux, avec lesquelles ils s'empareraient par la force de l'Administration du district de Dnipro à Kiev, changeraient sa direction pour des personnes qui rééliraient le pouvoir d'État et négocieraient une coopération avec des représentants militaires de la Fédération de Russie ». Selon l'enquête, le 27 février 2022, les Kononovitch ont organisé une réunion près de l'Administration de Dnipro « avec environ 30 personnes non établies par l'enquête préliminaire, qu'ils prévoyaient d'impliquer dans la prise ».

Les Kononovitch n'admettent pas leur culpabilité pour les deux épisodes. Ils estiment que tous les messages spécifiés dans l'acte d'accusation ne contredisent pas la législation et ne contiennent aucun appel au renversement du pouvoir. Selon les Kononovitch, ces publications ne contiennent que des jugements de valeur et des critiques des autorités, pour lesquels on ne peut pas être poursuivi selon les lois ukrainiennes et internationales.

« Ce ne sont pas des incitations », croit Mykhailo. « Les incitations sont des actions spécifiques et une date et une heure spécifiques. Les incitations, c'est quand vous dites spécifiquement : demain à 12 heures, nous ferons ceci, cela et autre chose. Et ce ne sont que des railleries abstraites et plaisantes. Et ils veulent les étirer sur nous, comme une chouette sur un globe. »

Concernant sa publication sur le Conseil de Pereïaslav et le fait que « l'Ukraine est la Russie », Mykhailo Kononovitch affirme qu'il ne pensait pas au présent, mais à l'époque où ce document a été adopté.

« Je pensais aux événements historiques que personne ne peut plus influencer. À cette époque, les Ukrainiens sous Bohdan Khmelnytsky pensaient ainsi. C'est dans le contexte des événements historiques, qu'est-ce que cela a à voir avec aujourd'hui ? » a-t-il dit.

Concernant la prise de l'Administration de Dnipro, les frères affirment qu'il s'agit d'une fiction de l'enquêteur. Selon eux, ils n'ont rien planifié de tel et n'ont tenu aucune réunion près de ce bâtiment.

« Parfois, je ne crois même pas que cela puisse être. C'est comme un rêve, une idiotie. Comment peut-on inventer de telles absurdités ? Juste l'inventer ! Et ce sont des destins humains : [j'ai une] femme, des enfants. Ils mutilent un destin, écrivent un conte de fées, pour lequel je risque 10 ans de prison avec confiscation de biens. Si je suis coupable, je répondrai. Mais n'inventez pas, ne commettez pas d'arbitraire ! » a déclaré Mykhailo.

L'affaire des Kononovitch a été entendue par le juge Vladyslav Richter. Il a déménagé à Kiev en 2022 après que les Russes ont occupé la ville de Borzna dans l'oblast de Tchernihiv, où il travaillait comme juge. Le tribunal sous la présidence de Richter a examiné toutes les preuves écrites. Mais au début de 2023, le tribunal de Borzna a repris ses travaux et le juge est rentré chez lui. L'affaire a commencé à être entendue depuis le début par la juge Hanna Serhienko. Avec elle, le tribunal a examiné deux volumes de l'affaire sur neuf, après quoi, en septembre 2024, elle est partie en congé de maladie prolongé. L'affaire est passée au troisième juge — Oleksandr Voronkin.

Les frères Kononovitch affirment que tout cela n'est pas sans raison, et que les juges ne veulent tout simplement pas prendre de décision dans une affaire politique où il n'y a pas de preuves.

Sous la présidence du nouveau juge, le processus avance très lentement. Les audiences sont rares et

souvent reportées. En six mois, même une réunion préparatoire n'a pas eu lieu, le tribunal n'a fait que prolonger la durée de l'assignation à résidence nocturne pour les Kononovitch. À ce rythme, le verdict est encore loin et l'audience de l'affaire des Kononovitch risque de s'étirer sur des années.

Le 25 février, les frères Kononovitch ont rapporté qu'ils avaient été interpellés par la police dans la rue qui a déclaré que le centre de recrutement territorial de Loutsk les avait déclarés recherchés. La police les a conduits au commissariat de Chevtchenkivskiyi, mais les a finalement libérés « pour clarification ultérieure des circonstances ». Les Kononovitch eux-mêmes ont immédiatement enregistré une vidéo affirmant qu'ils n'avaient pas été détenus par hasard et que « le régime de Zelensky veut officiellement les envoyer à la guerre et les tuer ». Ils ont de nouveau fait appel à la « Fédération mondiale de la jeunesse démocratique », ainsi qu'aux « gauchistes et antifascistes d'Europe et des États-Unis » et ont appelé à davantage d'actions près des ambassades ukrainiennes.

Oleksiy Arunyan

P.-S.

Source :

<https://graty.me/vatniki-ne-zdayutsya-yak-u-ki%D1%94vi-sudyat-lideriv-komsomolu-ukra%D1%97ni-bativ-kononovichiv-na-pidtrimku-yakih-protestuyut-komunisti-po-vsomu-svitu>

Traduit pour ESSF par MJ